

Arguments pour la lutte sociale n° 10 du 19 juillet 2015

Le tournant grec nous concerne tous

Parfois, les rythmes de la lutte des classes s'accroissent et des journées passent comme des années. Sans s'imaginer toujours que l'histoire nous mord la nuque, il faut se garder de s'accoutumer aux rythmes d'apparence lente que nous connaissons en Europe occidentale depuis quelques décennies. Une telle accélération vient en effet de se produire en Grèce et à propos de la Grèce, donc au niveau européen.

Les faits

Rappelons brièvement le film (pour plus de précisions, nous donnons aussi, ci-dessous, les liens vers nos deux billets mis en ligne le 13 et le 16 juillet). Le 5 juillet dernier, 61% de Grecs votent Non au plan d'austérité voulu par les «institutions» (Commission Européenne, Banque centrale européenne et FMI, toujours la «troïka» en fait). C'est une éclatante victoire qui soulève l'espoir sur tout le continent et, comme de juste, fait plonger les bourses.

Le soir même, le premier ministre grec Tsipras avait congédié son ministre des Finances, Varoufakis, et les médias annonçaient qu'il était en contact étroit avec le président français Hollande. Et, à la consternation générale des Grecs, mais pas des bourses, le plan qu'il proposait au sommet européen du week-end reprenait en pire ce contre quoi le peuple avait voté - à son appel : retraite à 67 ans, TVA à 23%, privatisations généralisées ...

Ce sommet européen fut un «marathon», non à cause de la résistance grecque puisque Tsipras était tout à fait disposé à un maximum de «concessions», mais en raison du conflit franco-allemand désormais mis sur la table malgré les non-dits et les démentis diplomatiques : le ministre allemand Schäuble, pour «faire un exemple» et punir le Non grec, préconisait une sortie de la Grèce de l'Eurozone sous la forme d'une mise en tutelle néocoloniale, avec retour possible dans 5 ans. La France n'en voulait pas car ainsi était donné le signal : l'Eurozone peut se délester des pays du Sud et autres «PIIGS» si l'Allemagne le veut, privant l'impérialisme français de ses points d'appui pour équilibrer tant que faire se peut l'impérialisme allemand.

Finalement, lundi matin 13 juillet, le sommet accouchait d'un compromis franco-allemand : double peine pour la Grèce, elle reste dans l'Eurozone mais avec le statut néocolonial voulu par l'Allemagne, l'argent des privatisations étant mis sous séquestre sous contrôle germano-européen, le contrôle de son budget confisqué et toutes les lois sociales abrogées.

Les «concessions» offertes par Tsipras, ayant choisi de piétiner le vote populaire massif, n'avaient donc d'autre résultat que le pire et son aggravation continue.

Toutefois, social-démocratie et «gauche de gauche» tentaient, dans toute l'Europe, de présenter l'accord comme un succès quand même, la Grèce ayant soi-disant la possibilité de renégocier sa dette - ce qui est faux, même si le FMI a rappelé que cette dette ne

serait jamais «remboursée», comme chacun sait. C'est ainsi qu'on avait vu en France J-L. Mélenchon, au lendemain d'un congrès de son petit parti entérinant la demande d'augmentation du budget des armées, dire «bravo» à F. Hollande pour son soi-disant soutien à la Grèce contre la méchante Allemagne !

Il n'empêche : personne n'y a cru. Même Tsipras a présenté l'accord comme «*mauvais*», mais moins mauvais que s'il avait été pire : il faut donc le soutenir, car, quand 61% des gens disent quelque chose, le rapport de force ne permet pas, paraît-il, d'agir en leur sens !

La ratification : France

La ratification parlementaire du nouveau prétendu «plan d'aide» commença, et ce n'est pas un hasard, par la France, le 15 juillet : le gouvernement allemand s'était réservé la conclusion.

Ce fut donc l'union sacrée avec Sarkozy, servant la soupe au Front National a priori seul à s'opposer. Aucun parlementaire socialiste ne vota contre, quelques uns s'abstinrent. Le PCF, le 13 juillet, s'apprêtait visiblement à voter Pour, «avec Tsipras», comme l'indiquait la déclaration illisible de Pierre Laurent et celle, très claire, d'André Chassaigne disant vouloir voter Oui. J-L. Mélenchon et le PG déclarèrent alors souhaiter un vote Contre, toujours pour être «avec Tsipras» ! Plus important en fait, le député ex-PCF, membre de Ensemble (Front de Gauche), François Assensi, annonçait qu'il voterait Contre. De toute la France montèrent, en une journée, les prises de positions de sections et de fédérations du PCF et de syndicalistes pour un vote Contre. Finalement le PCF décidait de voter Contre, toujours pour être «avec Tsipras» comme l'expliqua André Chassaigne au parlement, votant Non.

Grèce

La ratification se poursuivait par la Grèce. La centrale syndicale du secteur public, ADEDY, appelait à la grève et se prononçait pour le non paiement de la dette extérieure. 109 membres du comité central de Syriza, dont le nombre a par la suite encore un peu augmenté, sur 201, donc la majorité, se prononçaient pour la non ratification. Toute la journée et massivement à partir du soir, des manifestations éclataient dans toutes les villes de Grèce. A Athènes, des incidents autour du parlement opposaient la jeunesse, avec des anarchistes et des militants d'Antarsya, à la police de Tsipras, la même que celle de Samaras et de Papandréou.

Au parlement, trahissant le double mandat de janvier et du 5 juillet, 110 députés de Syriza votaient Pour, rejoints par leurs alliés de la droite «souverainiste» ANEL, et par la droite et le centre (ND, PASOK, Potami).

32 députés de Syriza, respectant la vraie et seule discipline qui compte, celle du mandat populaire, votaient Contre - dont la présidente du parlement Zoé Konstantopoulou, l'ancien ministre Varoufakis, le ministre de la «reconstruction» Panagiotis Lafanazis-, avec 6 abstentions et un absent volontaire. (1)

Deux jours après, alors que les incendies frappent la banlieue d'Athènes, Tsipras finissait de purger son gouvernement, qui n'est plus qu'une loque servile dont la droite, les banquiers, l'Eurogroupe et les nazis d'Aube dorée espèrent profiter au maximum.

La réouverture des banques est, ce samedi 18 juillet, annoncée pour le lundi 20, le chantage à la saisie des économies des gens ayant été mis en œuvre une semaine avant le référendum, et le gouvernement soumis aux capitalistes ayant tourné le dos à la mesure de bon sens qui s'imposait : la mise sous séquestre public des banques.

(1) AU FAIT, quand nos journalistes hexagonaux appellent «frondeurs» ces députés et dirigeants de Syriza, ne confondraient-ils pas Achéron et pipi de chat? ...

Allemagne

En Allemagne, les votes français et grec assurés, le Bundestag adoptait le plan de soi-disant «aide», avec le vote Contre d'une part de Die Linke, d'autre part - et surtout - d'une soixantaine de députés CDU-CSU et de certains SPD, pour bien marquer le fait que l'impérialisme allemand signifie à tout le monde qu'il peut virer tel ou tel de l'Eurozone, ou le garder, à ses conditions à chaque fois.

Notons que dans une interview au *Guardian*, le philosophe Jürgen Habermas, voix autorisée de l'Allemagne soi-disant «post-nationale», dit craindre que «*le gouvernement allemand, y compris sa composante social-démocrate, ait dilapidé en une nuit tout le capital politique qu'une Allemagne meilleure avait accumulé en un demi-siècle ...*»

Espagne

En Espagne, le leader de Podemos, Pablo Iglesias, a fait savoir qu'il était pour voter Oui, «comme Tsipras», et que c'était ça ou l'extrême-droite, Marine Le Pen, Poutine (qu'il a pourtant soutenu contre la nation ukrainienne), etc. ...

Constatons que la «démocratie directe» de type «informatique et plébiscitaire» a en l'occurrence rendu le chef de Podemos moins sensible aux pressions de la base organisée que la direction du Parti Communiste Français ...

Où se situe la rupture ?

La position de Pablo Iglesias a au moins ce mérite, si l'on peut dire, d'enfoncer le clou: si l'arrivée au pouvoir de Podemos, pour chasser Rajoy, reste bel et bien et plus que jamais à l'ordre du jour dans l'État espagnol, la thématique d'une transformation de l'Union Européenne par la montée de l'«autre gauche», Syriza, Podemos, Sinn Fein ... est **morte**.

Nous disons bien : **morte**, non par sado-masochisme, mais parce rien n'est plus nécessaire que de dire ce qui est. Une cassure s'est produite, un «4 août», avec un avant et un après, dont les répliques ne font que commencer.

Rupture des illusions sur l'UE et l'Eurozone

Cette cassure ne consiste pas principalement dans le fait soudainement révélé que l'Union Européenne serait un carcan, que l'euro serait un instrument contre les droits sociaux, et que l'Allemagne serait la puissante impérialiste dominante sur le continent.

Les forces de la «gauche de gauche» qui sont «avec Tsipras», soutenant ouvertement la retraite à 67 ans et la TVA à 23% pour les Grecs, comme P. Iglesias, ou ayant opté pour voter Contre, comme le PCF, et aussi les partis socialistes, social-démocrate ou travailliste en dehors du SPD allemand, modulent cette soi-disant révélation, souvent avec une dose de chauvinisme anti-allemand, spécialité en France de J-L. Mélenchon que cela n'a pas

empêché, au contraire, d'appuyer Hollande au moment décisif, quand il s'agissait de s'assurer que le gouvernement grec allait se retourner violemment contre son peuple.

Certes, ce «coup d'État européen» est le pire et il marque une situation de non-retour. En quoi consiste ce non-retour?

Dans la prise de conscience générale, massive en Grèce, parcourant la société et les secteurs militants ailleurs en Europe, que **l'Eurozone n'est pas réformable** et que les institutions de la prétendue Union dite Européenne sont antidémocratiques par essence.

Et cette évolution concerne **aussi** la classe ouvrière allemande dont les grèves se sont multipliées ces dernières semaines. **Aussi** également, sans doute plus lentement, les peuples des anciens «pays de l'Est» dont ceux entrés dans la zone euro ont eu à le payer cher, comme les Lettons ou les Croates. D'ailleurs, dans le moment même de la crise grecque, les impérialismes allemand et français ont fait conjointement pression sur le gouvernement ukrainien pour qu'il reconnaisse dans la constitution un statut spécial au Donbass et à Louhansk, entérinant l'occupation russe et reniant la souveraineté du pays ... ici aussi !

Donc, oui, il y a accélération de la rupture des illusions existantes sur les institutions européennes communes, lesquelles, il importe de le comprendre, **ne sont pas «supranationales»** mais reflètent les rapports de force entre les puissances impérialistes dominantes. Les rythmes de cette accélération restent différenciés selon les secteurs du continent, et sont les plus intenses en Grèce et dans la zone méditerranéenne.

La rupture la plus importante

Mais la véritable cassure, la plus profonde, concerne le sens que revêt la politique de Tsipras, qui n'est pas seulement mollement en train d'essayer de négocier, mais qui a pris fait et cause dans le camp ennemi, avec le soutien, notons-le, de ses «souverainistes de droite» : européistes et souverainistes ont en effet ce point commun qu'ils ne touchent pas à l'État du capital, celui, en Grèce, des armateurs, des colonels et des papes !

Il s'établit donc tout de suite une ligne de démarcation entre ceux qui le disent et ceux qui le taisent, continuant à expliquer que l'ennemi c'est «la finance», ou «l'Europe», ou «l'euro», sans appuyer sur la vraie plaie ouverte : un courant proclamé «à gauche toute» mis au service du capital, de l'austérité, de la brutalité antisociale.

C'est ce fait qui appelle le débat et l'action. On sait maintenant, si jamais on l'avait ignoré, comment il ne faut pas s'y prendre. On sait donc qu'il faut regrouper pour s'y prendre autrement, par la rupture avec le capital.

Les leçons grecques

Reprenons sous cet angle les leçons grecques depuis janvier :

- le gouvernement formé l'a été, au motif du salut national, avec la droite souverainiste à un poste clef, protégeant armée, État et capital national. Par ce fait même il n'a pas été possible de combattre pour la souveraineté !

- dès le 20 février, le gouvernement grec acceptait un cadre de négociation en recul, postulant que la dette devait être remboursée : oui, tout syndicaliste sait qu'on peut négocier en recul, quitte à limiter les dégâts sur les pertes de salaire et le nombre de licenciements, mais ceci ne nécessite jamais de reconnaître le principe de la baisse des

salaires ou des licenciements, et si on reconnaît ceci on se coupe les jambes pour négocier !

- de recul en recul, le référendum du 5 juillet a été un sursaut, dont les masses se sont avidement emparé. Preuve que pour affronter le capital le soutien populaire est là. On n'est pas «seul» quand on combat pour la société, pour la majorité !

- dernier épisode : pour négocier sur la base d'un rapport de force après le référendum, la menace d'une sortie de l'Eurozone et donc sa préparation technique s'imposait, comme l'a expliqué Yannis Varoufakis, mais plus encore : la saisie des banques, nationales et étrangères.

En résumé : d'abord un gouvernement de classe, anticapitaliste, sans alliance européenne avec To Potami ou souverainiste avec ANEL, qui en définitive conduisent au mêle marigot ; ensuite poser clairement l'illégitimité de la dette soi-disant publique, cela précisément pour négocier ; toujours s'appuyer sur la démocratie et l'expression de la volonté populaire ; et récuser le dogme de devoir rester à tout prix dans la zone euro.

Réduire ces riches enseignements d'un semestre grec au dernier point, la rupture avec l'euro, telle qu'à l'évidence un gouvernement démocratique représentant le peuple aurait dû la mettre en œuvre au plus tard début juillet, serait une lourde erreur : Wolfgang Schäuble a proposé la sortie de la zone euro, sous la pire des formes, et quitter l'euro sans dénoncer la dette soi-disant publique c'est devoir rembourser encore plus en monnaie dévaluée !

La rupture avec l'euro, et la rupture avec l'UE, oui, mais comme des aspects subséquents de la vraie rupture : la rupture avec le capital et son État, celle qui fait passer les salaires, l'emploi, les droits sociaux et les services publics AVANT les profits. Ce langage, le plus grand nombre peut le comprendre.

Partout, lancer le débat

A l'échelle du continent est de plus en plus nécessaire un débat sur la manière de défendre une union véritable des peuples, combinée à la lutte contre chaque État et chaque gouvernement capitaliste en place. Notre article du 7 juin «*Grèce: les trois points de vue*» avait amorcé cette discussion.

C'est ainsi qu'en France, l'action pour unir ceux qui entendent affronter président et gouvernement avant 2017 pour stopper les reculs sociaux et recréer les conditions pour avoir un gouvernement au service de la majorité, donne son cadre à ce débat : pour rétablir ou garantir le droit du travail, la sécurité sociale, les salaires et les services publics, tout simplement, il faudra affronter capital financier et Eurozone et remplacer l'appareil préfectoral et bureaucratique de l'État, ainsi que les couches de notables régionaux et autres, par des élus responsables et révocables.

Ce n'est qu'un début.

Notre communiqué du 13 juillet sur le plan de l'Eurogroupe:

<https://aplutsoc.wordpress.com/2015/07/13/le-4-aout-de-syriza/>

Notre communiqué du 16 juillet sur le vote au parlement grec:

<https://aplutsoc.wordpress.com/2015/07/16/le-vote-au-parlement-grec-dans-la-nuit-du-15-au-16-juillet-2015/>

Suivez nos publications : <https://aplutsoc.wordpress.com/>